

Mémoire et commémorations



La politique de mémoire fait partie des politiques publiques qui contribuent à **la prise de conscience collective des enjeux de la stratégie de sécurité nationale**. C'est pourquoi elle est abordée par le Livre blanc (chapitre 18).

La politique des commémorations doit s'adapter à la disparition progressive des témoins directs des événements et une réflexion doit être poursuivie sur les modalités propres à toucher directement les jeunes générations.

Pour ce faire, il convient de **ne pas multiplier les occasions commémoratives** et, *a contrario*, de **célébrer avec éclat les dates du 8 mai, du 18 juin et du 11 novembre**, emblématiques des deux Guerres mondiales profondément inscrites dans la mémoire collective et dans les lieux de mémoire qui marquent le territoire national.

Dans ce contexte, le Livre blanc observe que la célébration de la fin du Premier conflit mondial reste mobilisatrice, malgré la distance temporelle qui nous en sépare. Elle constitue, en France, un repère majeur à signification nationale et européenne. **Le 11 novembre** sera donc célébré avec **un relief particulier** prenant en compte la valeur symbolique de l'évènement inscrit dans un moment précis de l'histoire nationale.

Plus généralement, **la compétence des élus, des correspondants de défense et des autorités publiques en charge des célébrations sera renforcée** par la mise à disposition d'outils pédagogiques spécifiques.

Par ailleurs, un **effort pédagogique** sera mené **en direction des jeunes générations** mais aussi **de l'ensemble des citoyens**. Ainsi, des éléments didactiques seront mis à disposition des établissements scolaires et les expériences pédagogiques innovantes seront encouragées. Les lieux de mémoire seront eux aussi dotés de matériel pédagogique.

Enfin, il paraît indispensable d'**intégrer la dimension européenne dans cette politique de la mémoire et des commémorations**.